

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique n° 45 du 12 septembre 2014

PARTIE PERMANENTE

Armée de terre

Texte 10

INSTRUCTION N° 1416/DEF/RH-AT/SDR/BC

relative aux modalités pratiques d'organisation et de déroulement des concours organisés au titre des 1° et 2° de l'article 4. du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié.

Du 23 juillet 2014

INSTRUCTION N° 1416/DEF/RH-AT/SDR/BC relative aux modalités pratiques d'organisation et de déroulement des concours organisés au titre des 1° et 2° de l'article 4. du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié.

Du 23 juillet 2014

NOR D E F T 1 4 5 1 5 5 1 J

Références :

Décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 (JO n° 216 du 16 septembre 2008, texte n° 22 ; signalé au BOC 40/2008 ; BOEM 311-0.2.1, 313.2.2, 814.2.3.2.1) modifié.
Arrêté du 24 novembre 1998 (JO du 3 janvier 1999, p. 154, BOC, 1999, p. 793 ; BOEM 321.2, 332.1.2.3, 512.2.2, 768.2.1, 770.1.1, 810.2.3) modifié.
Arrêté du 25 juillet 2002 (JO du 20 août 2002, p. 13976 ; BOC, p. 6413).
Arrêté du 23 décembre 2009 (JO n° 22 du 27 janvier 2010, texte n° 12 ; signalé au BOC 7/2010 ; BOEM 311-0.2.2, 770.1.1).
Arrêté du 12 décembre 2013 (JO n° 297 du 22 décembre 2013, texte n° 37 ; signalé au BOC 29/2014 ; BOEM 770.1.2) modifié.

Texte abrogé :

Instruction n° 1416/DEF/EMAT/PRH/EG/OFF du 28 novembre 2005 (BOC, 2005, p. 8699 ; BOEM 770.1.2) modifiée.

Classement dans l'édition méthodique : BOEM 770.1.2

Référence de publication : BOC n° 45 du 12 septembre 2014, texte 10.

Préambule.

La présente instruction, prise en application du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié, et de l'arrêté du 12 décembre 2013, a pour objet de fixer les modalités relatives à l'organisation et au déroulement des concours d'admission sur épreuves à l'école spéciale militaire (ESM) de Saint-Cyr prévus au 1° et 2° de l'article 4. du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié. Elle ne traite pas des concours prévus aux 3° et 4° de l'article 4. du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié, qui font l'objet d'instructions particulières.

Elle est complétée annuellement par circulaires publiées au *Bulletin officiel des armées*.

1. GÉNÉRALITÉS.

1.1. Organisation générale des concours.

L'admission à l'ESM de Saint-Cyr s'effectue par la voie des concours sur épreuves prévus par l'article 4. du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié.

L'admission à l'ESM Saint-Cyr s'effectue aussi aux termes d'instructions particulières, par voie de concours, au profit de candidats étrangers qu'ils soient en formation dans des établissements d'enseignement en France, militaires dans leur pays d'origine ou s'inscrivent librement.

Le concours d'admission à l'ESM ouvert aux candidats étrangers fait l'objet d'instructions particulières et n'est pas visé par la présente instruction.

Chaque concours sur épreuves comporte des épreuves écrites d'admissibilité et des épreuves orales et sportives d'admission.

Le directeur des ressources humaines de l'armée de terre (DRHAT) est chargé de l'organisation des concours. Il peut faire appel en tant que de besoin aux autres autorités militaires compétentes pour ce qui concerne le déroulement des épreuves et la désignation des membres du secrétariat du jury. Il peut, dans le cadre de banques de notes ou d'épreuves, utiliser tout ou partie de l'organisation de concours communs adoptée par des organismes habilités par le ministre en charge de l'éducation nationale. En conséquence, certaines de ces épreuves peuvent être communes avec celles d'autres concours d'admission à de grandes écoles civiles ou militaires, scientifiques, littéraires ou économiques et commerciales.

1.2. Conditions de candidature.

Les conditions de candidature sont fixées par l'article 4. du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié, et par l'arrêté du 23 décembre 2009.

En ce qui concerne les conditions minimales d'aptitude physique, elles doivent être certifiées par un médecin des armées.

Pour être autorisés à participer aux épreuves sportives, les candidats peuvent toutefois présenter un certificat médical délivré par un médecin civil de leur choix dont les mentions sont celles qui figurent dans le modèle, en annexe de l'arrêté du 24 novembre 1998 modifié, et datant de moins d'un an à la date des épreuves sportives. Ce certificat, délivré par un médecin civil, n'exonère pas les candidats de joindre à leur dossier de candidature, au plus tard à la date d'intégration de l'école, un certificat médical délivré par un médecin des armées, datant de moins d'un an à la date d'incorporation et mentionnant l'aptitude à la carrière d'officier à laquelle ils se destinent.

1.3. Dossier de candidature.

Les candidats aux concours doivent procéder à une inscription auprès des services auxquels ces concours sont abonnés, selon les modalités déterminées par ce service. En cas de changement de banque d'épreuves, les modalités d'inscription seront précisées.

Les candidats doivent préciser, lors de leur dépôt de candidature, s'il y a lieu, l'option choisie et les langues retenues pour les différentes épreuves. Aucun changement d'option ou de langue n'est admis après clôture des inscriptions.

Les candidats sont destinataires, au terme de la procédure d'inscription et de confirmation, dont les échéances sont fixées dans une circulaire annuelle, d'une autorisation à concourir dont la forme est également fixée dans la circulaire précitée. Cette autorisation peut être retirée dans le délai de quatre mois, qui suit sa notification dès lors qu'une candidature ne serait pas conforme aux textes régissant les concours d'admission à l'ESM.

1.3.1. Concours scientifique.

Les candidats au concours scientifique ouvert au titre du 1° de l'article 4. du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié, doivent procéder à une inscription auprès du service des concours des écoles d'ingénieurs (SCEI).

Les candidats de ce concours seront tenus de confirmer leur inscription par moyen télématique, avant l'échéance prescrite par la circulaire annuelle du bureau concours, sous peine de ne pas être autorisés à concourir.

1.3.2. Concours littéraire.

Les candidats au concours littéraire ouvert au titre du 1° de l'article 4. du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié, doivent procéder à une inscription auprès de la banque d'épreuves littéraire (BEL) *via* le site de la banque commune d'épreuves (BCE) (www.concours-bce.com).

1.3.3. Concours sciences économiques et sociales et concours ouvert au titre du 2° de l'article 4. du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié.

Les candidats au concours sciences économiques et sociales ouvert au titre du 1° de l'article 4. du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié, et au concours ouvert au titre du 2° de l'article 4. du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié, doivent procéder à une inscription auprès de la direction des admissions et concours de la chambre de commerce et d'industrie de Paris - Île de France (DAC/CCIP-IDF) selon les modalités déterminées par cette direction (site de la BCE précité).

1.4. Jury des concours et examinateurs spéciaux.

La composition et le rôle du jury de chacun des concours organisés au titre des 1° et 2° de l'article 4. du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié, sont fixés à l'article 5. de l'arrêté du 12 décembre 2013.

Le président du jury coordonne l'activité de la présidence ainsi que celle des examinateurs et fournit les directives quant à l'élaboration des sujets, le nombre à produire et la notation.

Il supervise les opérations de tirage au sort des épreuves concernées dans les concours littéraire et scientifique.

Il agréé les demandes de changement de série formulées par les candidats, attribue la note de zéro aux retardataires ou absents, prononce les exclusions du concours, et autorise les candidats qui ont justifié de leur retard ou absence à subir l'épreuve à une date ultérieure.

Il exprime ses besoins auprès du bureau concours de la direction des ressources humaines de l'armée de terre. Il est assisté, pendant toute la durée des concours, d'un secrétariat placé sous la responsabilité d'un officier ou d'un agent de niveau équivalent.

1.5. Documents et instruments autorisés.

Pour les épreuves d'admissibilité, les matériels et documents autorisés ou proscrits relèvent des règlements des banques d'épreuves.

Pour les épreuves d'admission, il appartient aux examinateurs, en concertation avec le président du jury, de décider avant le début des épreuves, de l'autorisation ou non de tel instrument ou document dont les textes réglementaires permettent l'utilisation. Ce choix est irrévocable et s'applique à tous les candidats dans le même concours.

Les matériels et documents autorisés ou proscrits pour les épreuves d'admission sont précisés dans la lettre ou le message de convocation.

2. DISPOSITIONS PARTICULIÈRES AUX ÉPREUVES ÉCRITES D'ADMISSIBILITÉ ET AUX ÉPREUVES ORALES D'ADMISSION.

La nature et le programme des épreuves de chacun des concours ouverts au titre des 1° et 2° de l'article 4. du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié, précisés aux articles 16., 17. et 18. de l'arrêté du 12 décembre 2013 modifié, sont complétés par la présente instruction.

2.1. Concours scientifique ouvert au titre du 1° de l'article 4. du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié.

2.1.1. Épreuves de mathématiques 1 et de physique 1.

Pour les épreuves de mathématiques 1 et de physique 1, les candidats peuvent être conduits à utiliser l'assistance d'un ordinateur.

2.1.2. Épreuve de travaux d'initiative personnelle encadrés.

L'épreuve de travaux d'initiative personnelle encadrés (TIPE) comporte deux parties consécutives. Pendant dix minutes, le candidat expose oralement devant un groupe de deux à trois examinateurs le travail effectué pendant l'année sur le sujet de TIPE qu'il a choisi.

Puis, dans le cadre d'un entretien d'une durée de quinze minutes, le candidat est interrogé sur le contenu de l'exposé. Cet entretien demeure strictement dans les limites du programme. Le candidat ne bénéficie d'aucun temps de préparation pour cette épreuve.

Au moment de l'appel de sa série, le candidat remet au secrétariat du jury deux exemplaires de la fiche synoptique des travaux effectués pendant l'année, validée par l'établissement scolaire lorsque le candidat est scolarisé ou par le président du jury en cas de candidature libre. Dans ce dernier cas, le nom et les coordonnées d'un référent sont indiqués par le candidat lors de son inscription télématique ainsi que sur la fiche remise au secrétariat du jury.

Un exemplaire de cette fiche sera, après suppression des signes distinctifs de l'établissement scolaire de préparation, remis aux examinateurs.

2.1.3. Épreuve de français.

Le commentaire porte sur un texte d'une longueur moyenne de 20 à 30 lignes, extrait d'une œuvre littéraire de langue française du 19^e siècle à nos jours. La méthode du commentaire est laissée au choix du candidat (commentaire organisé, lecture analytique, commentaire au fil du texte).

Si l'examineur propose deux textes, il s'agit de textes courts portant sur le même thème.

Le commentaire est une épreuve qui articule analyse et interprétation du texte. La lecture à haute voix, soignée, met en relief les grandes inflexions de l'extrait. Le candidat doit mettre en évidence la logique et la stratégie argumentatives du texte, les moyens d'un art de convaincre et de persuader, les jeux entre l'explicite et l'implicite, les tensions et les ambiguïtés éventuelles du propos.

Le choix de textes à dimension ou visée argumentative tirés de genres divers doit permettre d'aborder les grandes questions sur l'homme et la société.

Au terme du commentaire, le candidat est invité à poursuivre l'épreuve de français sous la forme d'un entretien, ce dernier s'appuie sur le texte et les idées abordées dans la phase précédente. Il prend la forme d'un échange avec l'examineur et constitue un temps de reprise des éléments énoncés lors du commentaire. À ce titre, le candidat est invité à préciser certains points évoqués lors de son exposé et à élargir le champ de sa réflexion.

La fin de l'entretien, d'une durée de cinq minutes, constitue un temps d'ouverture et vient clore l'épreuve. Elle doit permettre la mise en relation d'une idée ou d'un élément de l'analyse énoncé par le candidat avec une problématique proposée par l'examineur. Cette ouverture se base avant tout sur l'étude du texte et ne vise pas à l'exposé de considérations d'ordre personnel.

2.1.4. Épreuve d'anglais.

Le support de l'épreuve remis au candidat pourra être un document écrit ou numérique (vidéo ou audio).

S'il s'agit d'un document écrit, sa longueur doit être comprise entre 700 et 1 000 mots.

S'il s'agit d'un document vidéo, sa durée ne doit pas excéder 5 minutes.

S'il s'agit d'un document audio, sa durée ne doit pas excéder 2 minutes et 30 secondes.

Dans tous les cas, le candidat doit :

- rendre compte du document en considérant la spécificité de l'aire linguistique anglophone ;
- porter un regard analytique et critique sur le document.

Le candidat est interrogé sur certains aspects de son exposé et est invité à approfondir et élargir sa réflexion sur les points suggérés par le document.

2.2. Concours littéraire ouvert au titre du 1° de l'article 4. du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié.

2.2.1. Épreuve de commentaire-entretien en littérature ou philosophie.

L'examineur propose un texte (exceptionnellement deux) présentant un intérêt littéraire ou philosophique. S'il s'agit de deux textes, ils doivent être courts et porter sur le même thème.

Le candidat procède à la lecture du ou des textes et, après une courte introduction, effectue une analyse associée à une mise en perspective critique. Il doit expliquer le ou les textes, en dégager le sens (dans son unité s'il s'agit de deux textes) et en analyser la construction et les formulations.

2.2.1.1. Épreuve spécifique de commentaire-entretien en littérature.

Le commentaire-entretien en littérature porte sur un texte d'une longueur moyenne de 20 à 30 lignes extrait d'une œuvre littéraire de langue française du 16^e siècle à nos jours.

La méthode est laissée au choix du candidat (commentaire organisé, lecture analytique, commentaire au fil du texte).

Le commentaire est une épreuve qui articule description, analyse et interprétation du texte.

La lecture à haute voix, soignée, met en relief les grandes inflexions de l'extrait.

Le candidat doit mobiliser ses connaissances en matière d'histoire littéraire et d'analyse stylistique en les mettant avec justesse et pertinence au service de l'interprétation. Il doit également mettre en évidence la logique et la stratégie argumentatives du texte, les moyens d'un art de convaincre et de persuader, les jeux entre l'explicite et l'implicite, les tensions et les ambiguïtés éventuelles du propos. Au terme du commentaire, le candidat s'est approprié le texte en ayant cerné l'interaction entre forme et sens.

Le choix de textes à dimension ou visée argumentative tirés de genre divers doit permettre d'aborder les grandes questions sur l'homme et la société.

2.2.1.2. Épreuve spécifique de commentaire-entretien en philosophie.

Le commentaire-entretien de philosophie porte sur un texte d'une longueur de 25 lignes environ et extrait d'une œuvre philosophique d'un auteur majeur de l'Antiquité, du Moyen-Âge, des périodes modernes ou

contemporaine.

Le texte proposé s'inscrit dans les domaines de la métaphysique, de la science, des sciences humaines, de l'art et de la technique, de la politique et du droit, de la morale.

En expliquant le texte de manière ordonnée, le candidat doit s'attacher à sa compréhension précise, pour en déterminer l'objet et pour en expliciter la portée théorique. Il veille à formuler le problème qui y est soulevé. Ce faisant, il met en œuvre, de manière progressive et cohérente, une réflexion qui s'appuie sur une culture philosophique raisonnée et mobilisée avec pertinence. Il élabore des distinctions conceptuelles, explicite et examine des arguments pour développer un questionnement critique articulé au texte et à ses enjeux.

2.2.2. Épreuve de commentaire-entretien portant sur des problèmes contemporains en histoire ou géographie.

Cette épreuve a pour objet d'évaluer les connaissances, les compétences et la maîtrise du raisonnement historique et géographique du candidat.

Ainsi, à partir de documents en relation avec le programme, sera évaluée son aptitude à présenter un exposé portant sur les grandes lignes qui se dégagent de leur étude, en les ordonnant selon une logique et un plan, qu'il aura choisis et présentés et qu'il saura argumenter, permettant de dégager la qualité de l'exposition du sujet et l'enchaînement logique de ses diverses parties.

Une attention sera portée à l'adossement du raisonnement du candidat aux questions qui traversent les deux disciplines : ainsi par exemple les débats sur la mémoire et l'histoire, les grandes orientations de la recherche en histoire, la relation entre l'histoire nationale et l'histoire globale ; la mondialisation et ses conséquences aux différentes échelles de l'espace et du temps ; le développement durable et ses modalités ; les territoires, leurs acteurs, leurs enjeux et leurs conflits.

Plus généralement, la cohérence de l'ensemble des éléments présentés devra être replacée dans le cadre de la culture historique et géographique du candidat et de son aptitude à saisir, à travers l'épreuve, les débats en cours dans ces disciplines ; le jury sera attentif dans son évaluation à la capacité du candidat à entrer avec pertinence dans ces questions et à en débattre.

2.2.3. Épreuves de langues.

2.2.3.1. Épreuve d'anglais.

Le support de l'épreuve remis au candidat pourra être un document écrit ou numérique (vidéo ou audio).

S'il s'agit d'un document écrit, sa longueur doit être comprise entre 700 et 1 000 mots.

S'il s'agit d'un document vidéo, sa durée ne doit pas excéder 5 minutes.

S'il s'agit d'un document audio, sa durée ne doit pas excéder 2 minutes et 30 secondes.

Dans tous les cas, le candidat doit :

- rendre compte du document en considérant la spécificité de l'aire linguistique anglophone ;
- porter un regard analytique et critique sur le document.

Le candidat est interrogé sur certains aspects de son exposé et est invité à approfondir et élargir sa réflexion sur les points suggérés par le document.

2.2.3.2. Épreuve de deuxième langue vivante.

Le support de l'épreuve remis au candidat pourra être un document écrit ou numérique (vidéo ou audio).

S'il s'agit d'un document écrit, sa longueur doit être comprise entre 500 et 700 mots.

S'il s'agit d'un document vidéo, sa durée ne doit pas excéder 5 minutes.

S'il s'agit d'un document audio, sa durée ne doit pas excéder 2 minutes et 30 secondes.

Dans tous les cas, le candidat doit :

- rendre compte du document en considérant la spécificité de l'aire linguistique concernée ;
- porter un regard analytique et critique sur le document.

Le candidat est interrogé sur certains aspects de son exposé et est invité à approfondir et élargir sa réflexion sur les points suggérés par le document.

2.2.3.3. Épreuve de langue ancienne.

Un dictionnaire (par exemple, le « Gaffiot » pour le latin, le « Bailly » pour le grec) peut être mis à la disposition du candidat au choix du jury. Ce choix, effectué préalablement, est définitif pour l'ensemble du concours.

L'épreuve de latin ou de grec est une épreuve de langue et de culture de l'Antiquité ; le candidat est donc jugé sur sa connaissance de la langue latine ou grecque ainsi que sur les enjeux historiques, littéraires et culturels de l'extrait proposé. La connaissance des notions fondamentales d'histoire et de littérature anciennes constitue donc une aide précieuse pour le commentaire.

Lors de l'épreuve, le candidat présente rapidement le texte. Il procède à la traduction d'un passage délimité par l'examineur et propose le commentaire de la totalité de l'extrait. L'organisation du commentaire (linéaire ou organisé) est laissée au libre choix du candidat.

L'entretien vise à revenir sur la traduction proposée par le candidat, à préciser d'autre part les enjeux littéraires, historiques et culturels de l'extrait et, enfin, à élargir la réflexion, en s'intéressant à la postérité du texte ou en tissant des liens entre le monde antique et le monde moderne.

2.2.4. Épreuve facultative de langue.

Le support de l'épreuve remis au candidat pourra être un document écrit ou numérique (vidéo ou audio).

S'il s'agit d'un document écrit, sa longueur doit être de 500 mots maximum.

S'il s'agit d'un document vidéo, sa durée ne doit pas excéder 3 minutes.

S'il s'agit d'un document audio, sa durée ne doit pas excéder 1 minute et 30 secondes.

Si le choix du candidat porte sur une langue ancienne (grec ancien ou latin), un dictionnaire (par exemple, le « Gaffiot » pour le latin, le « Bailly » pour le grec) peut être mis à la disposition du candidat au choix du jury. Ce choix, effectué préalablement, est définitif pour l'ensemble du concours. Lors de l'épreuve, le candidat présente rapidement le texte, puis il procède à la traduction de l'extrait. Il conclut en mettant l'accent sur un aspect historique, littéraire ou culturel du texte.

2.2.5. Épreuve de mathématiques.

Pour cette épreuve, un matériel informatique est fourni au candidat pour le temps de préparation ainsi que pendant l'interrogation, équipé de logiciels libres appropriés et extraits de la liste du site SIALLE.

2.3. Concours en sciences économiques et sociales ouvert au titre du 1° de l'article 4. du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié.

2.3.1. Épreuve de français.

Le commentaire porte sur un texte d'une longueur moyenne de 20 à 30 lignes, extrait d'une œuvre littéraire [œuvre(s) littéraire(s), article(s), essai(s)] de langue française du 19^e siècle à nos jours. La méthode du commentaire est laissée au choix du candidat (commentaire organisé, lecture analytique, commentaire au fil du texte).

Si l'examineur propose deux textes, il s'agit de textes courts portant sur le même thème.

Le commentaire est une épreuve qui articule analyse et interprétation du texte. La lecture à haute voix, soignée, met en relief les grandes inflexions de l'extrait. Il s'agit pour le candidat, dans son commentaire, de mettre en évidence la logique et la stratégie argumentatives du texte, les moyens d'un art de convaincre et de persuader, les jeux entre l'explicite et l'implicite, les tensions et les ambiguïtés éventuelles du propos.

Le choix de textes à dimension ou visée argumentative tirés de genres divers doit permettre d'aborder les grandes questions sur l'homme et la société.

2.3.2. Épreuve d'analyse économique et historique des sociétés contemporaines.

Cette épreuve a pour objectif d'évaluer la maîtrise par les candidats des principaux concepts, mécanismes et modèles de l'analyse économique, des éléments de base, méthodes et démarches de la sociologie, ainsi que leur capacité à mobiliser et mettre en perspective de façon pertinente les principaux phénomènes économiques et sociaux depuis le début du 19^e siècle. Les candidats doivent être capables d'expliquer les faits économiques et sociaux par l'analyse ou éclairer l'analyse par les faits ainsi que de mener une réflexion approfondie sur des questions du monde contemporain.

2.3.3. Épreuve d'économie.

Cette épreuve a pour objectif d'évaluer la maîtrise par les candidats des modes de raisonnement et des concepts microéconomiques et macroéconomiques ainsi que des principes essentiels de la comptabilité nationale.

Au-delà de la résolution technique des exercices, les candidats doivent être capables d'expliquer de façon rigoureuse les raisonnements et concepts mobilisés.

2.3.4. Épreuves de langues.

2.3.4.1. Épreuve de première langue vivante.

Le support de l'épreuve remis au candidat pourra être un document écrit ou numérique (vidéo ou audio).

S'il s'agit d'un document écrit, sa longueur doit être comprise entre 700 et 1 000 mots.

S'il s'agit d'un document vidéo, sa durée ne doit pas excéder 5 minutes.

S'il s'agit d'un document audio, sa durée ne doit pas excéder 2 minutes et 30 secondes.

Dans tous les cas, le candidat doit :

- rendre compte du document en considérant la spécificité de l'aire linguistique anglophone ;
- porter un regard analytique et critique sur le document.

Le candidat est interrogé sur certains aspects de son exposé et est invité à approfondir et élargir sa réflexion sur les points suggérés par le document.

2.3.4.2. Épreuve de deuxième langue vivante.

Le support de l'épreuve remis au candidat pourra être un document écrit ou numérique (vidéo ou audio).

S'il s'agit d'un document écrit, sa longueur doit être comprise entre 500 et 700 mots.

S'il s'agit d'un document vidéo, sa durée ne doit pas excéder 5 minutes.

S'il s'agit d'un document audio, sa durée ne doit pas excéder 2 minutes et 30 secondes.

Dans tous les cas, le candidat doit :

- rendre compte du document en considérant la spécificité de l'aire linguistique concernée ;
- porter un regard analytique et critique sur le document.

Le candidat est interrogé sur certains aspects de son exposé et est invité à approfondir et élargir sa réflexion sur les points suggérés par le document.

2.3.4.3. Épreuve facultative de langue.

Le support de l'épreuve remis au candidat pourra être un document écrit ou numérique (vidéo ou audio).

S'il s'agit d'un document écrit, sa longueur doit être de 500 mots maximum.

S'il s'agit d'un document vidéo, sa durée ne doit pas excéder 3 minutes.

S'il s'agit d'un document audio, sa durée ne doit pas excéder 1 minute et 30 secondes.

Si le choix du candidat porte sur une langue ancienne (grec ancien ou latin), un dictionnaire (par exemple, le « Gaffiot » pour le latin, le « Bailly » pour le grec) peut être mis à la disposition du candidat au choix du jury. Ce choix, effectué préalablement, est définitif pour l'ensemble du concours. Lors de l'épreuve, le candidat présente rapidement le texte, puis il procède à la traduction de l'extrait. Il conclut en mettant l'accent sur un aspect historique, littéraire ou culturel du texte.

2.4. Concours ouvert au titre du 2° de l'article 4. du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié.

2.4.1. Épreuves de langues.

2.4.1.1. Épreuve d'anglais.

Le support de l'épreuve remis au candidat pourra être un document écrit ou numérique (vidéo ou audio).

S'il s'agit d'un document écrit, sa longueur doit être comprise entre 700 et 1 000 mots.

S'il s'agit d'un document vidéo, sa durée ne doit pas excéder 5 minutes.

S'il s'agit d'un document audio, sa durée ne doit pas excéder 2 minutes et 30 secondes.

Dans tous les cas, le candidat doit :

- rendre compte du document en considérant la spécificité de l'aire linguistique anglophone ;
- porter un regard analytique et critique sur le document.

Le candidat est interrogé sur certains aspects de son exposé et est invité à approfondir et élargir sa réflexion sur les points suggérés par le document.

2.4.1.2. Épreuve facultative de deuxième langue vivante.

Le support de l'épreuve remis au candidat pourra être un document écrit ou numérique (vidéo ou audio).

S'il s'agit d'un document écrit, sa longueur doit être de 500 mots maximum.

S'il s'agit d'un document vidéo, sa durée ne doit pas excéder 3 minutes.

S'il s'agit d'un document audio, sa durée ne doit pas excéder 1 minute et 30 secondes.

3. INTÉGRATION.

3.1. Admission à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr.

Les lauréats des concours d'admission doivent, pour être définitivement admis, respecter scrupuleusement les procédures d'affectation instaurées selon le cas par les banques d'épreuves (concours « scientifique » et « en sciences économiques et sociales ») et la DRHAT (concours « littéraire »).

Le non-respect des procédures entraîne la perte du bénéfice de l'admission au profit du candidat suivant sur les listes complémentaires.

Les lauréats sont par ailleurs invités à se rendre sur le site <http://www.st-cyr.terre.defense.gouv.fr> pour y trouver toutes les démarches administratives à accomplir préalablement à leur rentrée ainsi que les documents à fournir et écrire à incorporation@st-cyr.terre-net.defense.gouv.fr. Sur demande de l'ESM, ils peuvent être amenés à fournir le relevé de notes édité par l'organisateur du concours.

Pour remplacer des candidats défaillants des listes principales, les candidats figurant sur les listes complémentaires d'admission sont appelés à rejoindre l'ESM de Saint-Cyr dans l'ordre de leur classement :

- par l'intermédiaire des services communs d'appel dans les grandes écoles, pour les concours scientifique, littéraire et sciences économiques et sociales. Dans ce cadre, l'acceptation par un candidat d'une affectation dans une grande école placée plus favorablement que l'ESM sur la liste de vœux équivaut à une démission de l'ESM pour ce candidat ;
- par l'intermédiaire du bureau concours de la DRHAT pour le concours littéraire.

L'admission définitive reste également subordonnée :

- aux résultats de la visite médicale d'incorporation à l'école ;
- à la présentation des pièces justifiant les diplômes détenus pour les candidats au concours ouvert au titre du 2° de l'article 4. du décret n° 2008-940 du 12 septembre 2008 modifié ;
- à la signature de l'engagement.

3.2. Désistement des candidats.

Les candidats qui renoncent à entrer l'école doivent faire parvenir au bureau concours de la DRHAT (case 120 - Fort-Neuf de Vincennes - Cours des maréchaux - 75614 Paris cedex 12) une lettre ou un courriel de désistement accompagnée, s'ils ont moins de 18 ans, du consentement d'un représentant légal.

Les candidats qui ne se présentent pas à l'ESM de Saint-Cyr à la date de la rentrée ou après mise en route par le bureau concours, sauf autorisation expresse du directeur des ressources humaines de l'armée de terre, sont considérés comme s'étant désistés.

Le remplacement des candidats qui se sont désistés s'effectue à partir des listes complémentaires dans l'ordre de classement.

3.3. Vérification des diplômes.

Les candidats admis sur listes principale et complémentaire doivent faire parvenir, dans les meilleurs délais, et au plus tard le jour de l'incorporation, une copie du diplôme détenu, au bureau concours. Après vérification, les lauréats sont :

- soit autorisés à signer leur engagement, sous réserve de remplir toutes les autres conditions d'admission ;
- soit considérés comme démissionnaires.

4. TEXTE ABROGÉ.

L'instruction n° 1416/DEF/EMAT/PRH/EG/OFF du 28 novembre 2005 modifiée, fixant les conditions de candidature et les modalités pratiques d'organisation et de déroulement des concours d'admission à l'école spéciale militaire de Saint-Cyr est abrogée.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

*Le général de corps d'armée,
directeur des ressources humaines de l'armée de terre,*

Frédéric SERVERA.